

Renforcer le pouvoir collectif pour façonner notre avenir : Plan stratégique et de développement institutionnel du réseau DESC 2025-2029



Membres participant à notre réunion stratégique mondiale à Chiang Mai, Thaïlande. Septembre 2024.

Début 2024, une série d'espaces dirigés par les membres ont permis d'approfondir l'analyse partagée des conditions mondiales actuelles et de faire le point sur les réponses collectives apportées par le réseau DESC- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels au cours des dernières années. Ces espaces ont inclus une réunion en personne du groupe de travail sur les mouvements sociaux au Brésil, ainsi que des discussions en ligne sur l'état des lieux, des consultations régionales axées sur les crises qui se croisent, et des réunions du groupe de travail. Ces événements ont jeté les bases de notre **réunion stratégique mondiale (GSM)** en personne : **Construire un pouvoir collectif pour façonner notre avenir**, qui a rassemblé plus de 100 représentants des mouvements et organisations membres en Thaïlande (16-20 septembre). Plus de 30 mouvements sociaux, syndicats indépendants et organisations de peuples indigènes se sont réunis un jour plus tôt, et quelque 50 membres ont participé à un *encuentro féministe* le matin précédant notre ouverture officielle. Ces deux espaces ont contribué à ancrer le GSM dans nos principes fondamentaux de centralité des mouvements sociaux et d'analyse intersectionnelle féministe, les membres affirmant l'importance de créer ces espaces à l'avenir afin d'ancrer davantage ces principes et de renforcer nos engagements et pratiques connexes. Pour commencer la première séance plénière du GSM, les membres ont non seulement entendu des dirigeants qui avaient participé à ces deux rassemblements,

mais ils ont également été accueillis par des anciens autochtones des communautés environnantes qui, à leur tour, ont rappelé et honoré leurs ancêtres dans la lutte, y compris ceux qui ont donné leur vie pour garantir la dignité, la justice et le bien-être de leurs communautés. Nous avons également réfléchi à notre histoire collective en tant que réseau DESC, travaillant depuis plus de 20 ans pour unir nos diverses luttes à travers les régions face aux défis mondiaux et à la longue histoire du capitalisme, du colonialisme/impérialisme et du patriarcat. Comme indiqué ci-dessous, au cours des quatre jours suivants, nous avons revisité les points d'analyse partagée via notre Charte commune de lutte collective mise à jour, développé des étoiles directrices ou des visions partagées pour des changements positifs au cours des cinq prochaines années, enracinées dans le droit à l'autodétermination, affiné nos approches stratégiques ou le chemin vers ces changements, et ensuite articulé deux ans d'étapes ou de victoires concrètes pour guider les plans au sein et à travers les groupes de travail, notre Système de Solidarité, les communications stratégiques et le travail narratif, et les campagnes mondiales.

Sections

• Réflexion sur 20 ans de lutte collective	3
• Mission et modèle de travail	4
• Analyse collective des conditions mondiales et positionnement du réseau DESC	7
• Nos lignes directrices / Visions partagées pour le changement	9
• Notre chemin / Stratégies de renforcement du pouvoir à l'échelle du réseau	11
• Tremplins / Priorités pour les deux prochaines années et planification continu	13
• Priorités en matière de développement institutionnel	17



Membres participant à notre réunion stratégique mondiale à Chiang Mai, Thaïlande. Septembre 2024.

Histoire : Réflexion sur 20 ans de lutte collective

Notre réunion stratégique mondiale de 2024 a marqué un retour à Chiang Mai, un peu plus de 20 ans après le lancement officiel du réseau DESC dans la même ville en 2003. Initiée par un rassemblement de trois jours du mouvement social, notre réunion inaugurale a examiné une série d'injustices mondiales provoquées par les entreprises et le capital financier, imposées par les plans d'ajustement structurel et les accords commerciaux du Fonds monétaire international (FMI), et mises en œuvre par la puissance militaire. Cette réunion a également conduit à l'élection du premier conseil d'administration formel du réseau DESC - choisi parmi et par les membres sur la base des principes d'équilibre entre les sexes et les régions et de l'inclusion des mouvements sociaux - et à l'adoption de notre document de gouvernance. Ce document et ses principes fondamentaux abordent les héritages du colonialisme et du patriarcat, et reconnaissent l'importance des mouvements - qui émergent des communautés touchées par l'injustice et sont responsables devant elles - face aux déséquilibres massifs du pouvoir. Le groupe de travail sur les femmes et les DESC, qui défend l'égalité réelle, et le groupe de travail sur les litiges stratégiques, qui fait progresser la justiciabilité des DESC, ont été officialisés en tant que premiers espaces interrégionaux dirigés par les membres, aux côtés du groupe de travail sur les mouvements sociaux.

Notre prochaine assemblée générale, qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya, à la fin de l'année 2008, a permis de renforcer plusieurs groupes de travail et de faciliter d'importantes discussions sur les défis

de la collaboration entre divers groupes de base, mouvements sociaux, ONG et universitaires. Renforçant leur engagement en faveur de la solidarité interrégionale, les membres ont également donné au secrétariat les moyens d'agir en leur nom en cas de menace urgente à l'encontre de leurs collègues ou de leurs communautés. En septembre 2013, une série de consultations en ligne des membres a débouché sur un nouveau plan stratégique triennal, qui donnait la priorité à des échanges stratégiques plus réguliers en personne des groupes de travail, en tant qu'espaces permettant de construire une solidarité interrégionale, une analyse partagée et un plaidoyer coordonné. Il s'agit notamment de multiples forums des peuples sur les droits de l'homme et les entreprises, d'ateliers régionaux et de réunions stratégiques interrégionales de nos groupes de travail, ainsi que de réunions régulières du groupe de travail sur les mouvements sociaux.

Sur cette base, le conseil d'administration a convoqué une réunion stratégique mondiale en novembre 2016, à Buenos Aires, en Argentine. Les leaders des mouvements sociaux et des peuples autochtones, les militants et les avocats - 140 représentants des organisations membres du réseau DESC de plus de 40 pays - ont tracé la voie vers une action transformatrice, à l'échelle du réseau, répondant aux conditions mondiales, y compris à travers un nouvel accent sur les campagnes et l'éducation politique populaire. Les membres ont discuté, affiné et finalement affirmé l'analyse du mouvement social dans la Charte commune de lutte collective du réseau DESC, fournissant une base d'analyse partagée par tous nos membres. Renforçant nos principes fondamentaux, ce rassemblement a placé l'analyse et le leadership des mouvements sociaux, des peuples autochtones, des syndicats indépendants, des communautés résistantes et des femmes leaders de la base en leur sein, au centre du réseau. À travers la Charte commune, les membres ont souligné la nécessité d'unir les luttes dans toutes les régions, de faire face aux conditions mondiales communes et de réclamer explicitement les droits de l'homme en tant que cadre vital de lutte et base commune pour la défense de modèles socio-économiques alternatifs. Cela a servi de base à un processus de facilitation d'une journée - en quatre langues - au cours duquel les membres ont pour la première fois défini des objectifs communs pour guider le réseau au cours des cinq prochaines années (2017-2021). Lors de l'élaboration de ces objectifs, la nécessité de placer l'analyse intersectionnelle au cœur de l'action collective a été redéfinie comme une priorité, en passant de projets pilotes à des pratiques plus cohérentes en termes d'enquête sur la manière dont les politiques, les lois, les budgets et les pratiques ont un impact sur les communautés situées dans des contextes différents et en centrant les demandes des communautés exploitées et marginalisées depuis longtemps dans notre plaidoyer. Les membres ont également demandé qu'une nouvelle attention soit accordée aux DESC dans les situations de conflit et d'occupation, et qu'une intensification du travail sur les droits environnementaux soit réalisée, en mettant l'accent sur la justice climatique.

La pandémie de COVID-19 a interrompu les plans visant à organiser une prochaine réunion stratégique mondiale en 2021, ainsi que le ralentissement de l'élan initial vers la campagne, qui avait commencé à être pilotée dans des journées d'action robustes telles que la grève mondiale des femmes (8 mars 2020), et l'éducation politique populaire, y compris notre premier atelier de critique systémique (février 2019, Chiapas, Mexique). Avec un leadership important du conseil d'administration et des membres, le réseau DESC a rapidement pivoté, lançant notre appel mondial à l'action en réponse à Covid-19 le 1er mai 2020, après une série de discussions du groupe de travail et du réseau complet, et notre première bande dessinée de capture d'entreprise et notre note d'information (février 2021). À partir de la

mi-2022, le réseau DESC a commencé à reprendre de petites réunions stratégiques en personne et des délégations de plaidoyer et à renforcer à nouveau la capacité de campagne. Tout en continuant à mettre à jour notre plan stratégique 2017-2021 via des plans de projet révisés annuellement par les membres, à la fin de 2023, le conseil d'administration a accepté d'appeler officiellement à une nouvelle réunion stratégique mondiale et à un processus connexe dans le courant de 2024. En 2023, le Conseil d'administration a créé un Comité international de planification pour cette réunion, comprenant tous les membres du Conseil d'administration et des représentants supplémentaires de chaque région, y compris le Pacte des peuples autochtones d'Asie (notre co-hôte) et le Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement à Chiang Mai.

Mission et modèle de travail

Si notre analyse et nos stratégies ont continué d'évoluer, notre mission, nos principes fondamentaux et notre modèle de travail dirigé par les membres ont perduré. Comme l'indique le document de gouvernance du réseau DESC :

Les droits économiques, sociaux et culturels concernent les valeurs essentielles à une vie de dignité et de liberté : le travail, la santé, l'éducation, l'alimentation, le logement et la sécurité sociale, entre autres. Partout dans le monde, des personnes se battent pour que ces droits de l'homme deviennent une réalité pour elles-mêmes, leurs familles, leurs communautés et leurs nations.

Le réseau DESC est une initiative de collaboration entre des groupes et des individus du monde entier qui œuvrent pour garantir la justice économique et sociale à travers les droits de l'homme. Le réseau DESC cherche à renforcer le champ de tous les droits de l'homme, avec un accent particulier sur les droits économiques, sociaux et culturels, et à développer davantage les outils permettant de les promouvoir, de les protéger et de les réaliser. Grâce au réseau DESC, les groupes et les individus échangent des informations, cultivent une voix collective, amplifient leurs actions et développent de nouveaux outils et de nouvelles stratégies. En facilitant les actions communes, en améliorant les communications et en renforçant la solidarité entre les régions, **le réseau cherche à construire un mouvement mondial pour faire des droits de l'homme et de la justice sociale une réalité pour tous.**

Nous comprenons que les droits de l'homme émergent et seront finalement réalisés grâce aux demandes, visions et luttes communes des communautés pour la dignité, l'autodétermination, l'égalité substantielle et le bien-être, y compris le droit à un environnement sain. Au cours des dernières années, les membres ont clairement indiqué que la réalisation des droits de l'homme et de la justice sociale nécessitait simultanément de faire progresser la justice climatique, en s'appuyant sur l'accent mis sur la justice environnementale tout au long de l'histoire du réseau DESC et en le renforçant.

Le réseau DESC, c'est plus de 300 membres - mouvements sociaux, groupes de peuples autochtones, syndicats indépendants, organisations féministes et de défense des droits de l'homme, centres universitaires et défenseurs des droits de l'homme dans 80 pays - unis par cette mission commune.

Notre force réside dans le plaidoyer et les campagnes collectifs menés par nos membres et guidés par nos principes fondamentaux, à savoir

- Promouvoir tous les droits de l'homme, universels, indivisibles et interdépendants, en mettant l'accent sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux (DESC) ;
- Garantir l'équilibre régional et entre les sexes au niveau de la direction, l'analyse intersectionnelle des genres et le rôle central des groupes de base et des mouvements sociaux ;
- Ancrer les activités du réseau dans l'expérience vécue des personnes touchées par les violations des droits environnementaux, économiques, sociaux, et culturels et qui y résistent souvent, et promouvoir des actions concrètes et collectives susceptibles d'entraîner un changement systémique ; et
- S'efforcer de parvenir à une analyse partagée et à un consensus dans la prise de décision en tant que réseau dirigé par ses membres, tout en respectant l'autonomie des positions individuelles des participants.

Ces principes fondamentaux incarnent les valeurs liées aux droits de l'homme et reflètent une compréhension de la manière dont nous construirons efficacement un mouvement mondial avec un pouvoir partagé pour garantir un changement transformateur. Le réseau DESC s'efforce de créer des espaces horizontaux, inclusifs et radicalement démocratiques afin d'approfondir l'analyse critique et d'élaborer des stratégies partagées pour l'action collective, en s'efforçant de modéliser une approche politique qui reflète le monde que nous voulons construire. Nos principes fondamentaux sont à la base de notre théorie du changement, qui comporte quatre éléments :

- Faciliter la solidarité pratique entre membres ;
- Créer un espace d'apprentissage mutuel entre les régions et les mouvements ;
- Approfondir l'analyse commune des conditions globales auxquelles nos communautés sont confrontées ; et
- Promouvoir l'action collective menée par les membres en vue d'un changement systémique.

Dans la pratique, les groupes de travail restent le principal moyen par lequel les membres coordonnent leurs efforts en vue d'atteindre les visions communes du réseau en matière de changement ou de lignes directrices. Tous les groupes de travail ont une composition définie, composée de membres du réseau DESC qui ont un pouvoir de décision. Les groupes de travail doivent veiller à ce que leur composition soit équilibrée entre les régions et les sexes, à ce qu'ils disposent d'une expertise en matière d'analyse intersectionnelle des genres et à ce que les membres des mouvements occupent une place centrale, ainsi qu'à ce qu'il y ait une diversité d'organisations à travers les régions qui soient en mesure d'élaborer collectivement des analyses et des demandes inclusives. Les groupes de travail ont continué à faire évoluer leurs structures de gouvernance pour s'assurer que leurs comités de pilotage et autres structures de direction reflètent des principes similaires. Les groupes de travail comprennent actuellement les femmes et les DESC (WESCR WG), la responsabilité des entreprises (CAWG), les litiges stratégiques (SLWG), la politique économique (EPWG), et les mouvements sociaux et les groupes de base (SMWG). Démontrant un renforcement à la fois substantiel et institutionnel du

travail collectif sur la justice environnementale et climatique, ce qui était initialement le projet du réseau sur l'environnement et les DESC a été transformé en groupe de travail sur l'environnement et les DESC (ESCER WG) en 2022. En outre, grâce aux discussions avant, pendant et après le GSM, le groupe de travail sur le suivi s'est transformé en un centre de recherche dirigé par la communauté. Guidé par un groupe consultatif élargi de membres, le Hub facilitera la recherche participative et communautaire à travers le réseau. Le système de solidarité du réseau DESC (SOS), dirigé par un groupe consultatif de membres et s'appuyant sur la force de l'ensemble du réseau DESC, a été mis en place.

Les membres du réseau DESC - notamment en approfondissant la collaboration avec le groupe de travail stratégique sur les litiges - répondent aux menaces urgentes auxquelles sont confrontées les communautés ou les défenseurs individuels et œuvrent au renforcement de leur sécurité et de leur protection. Au cours des dernières années, en s'appuyant sur le mandat de notre dernier plan stratégique, une grande partie du plaidoyer collectif, des litiges et des campagnes du réseau DESC a impliqué la collaboration de deux groupes de travail ou plus, conformément aux priorités des membres visant à approfondir les liens entre les luttes et à renforcer le pouvoir collectif. Cela a également impliqué de travailler à la construction d'une voix collective plus cohérente, ciblant stratégiquement certains acteurs et publics, par une capacité de communication croissante au sein du secrétariat et en coordination avec les membres dans toutes les régions. Guidé par les membres du mouvement social, le réseau DESC a également créé des espaces et des ressources pour l'éducation populaire et politique, afin d'approfondir l'analyse systémique commune et la réflexion stratégique entre les membres. Cette démarche a été fondamentale pour passer à une action ou à une campagne à l'échelle du réseau.

Analyse collective de la situation mondiale et positionnement du réseau DESC

En 2016, les membres du réseau DESC ont affirmé la Charte commune de lutte collective le dernier jour de la réunion stratégique mondiale. Au cours des 18 mois précédant la réunion stratégique mondiale, plus de 20 mouvements sociaux - membres du réseau DESC - ont approfondi une analyse partagée des conditions mondiales communes auxquelles sont confrontées leurs communautés distinctes et ont formulé des points d'unité émergents au sein de leurs mouvements, qui serviront de base à l'action et à la campagne à l'échelle du réseau. Un projet de charte commune a ensuite été partagé avec les groupes de travail du réseau DESC et révisé sur la base de leurs contributions.

Au cours des dernières années, la Charte commune est devenue une base d'analyse partagée guidant le réseau DESC, tous les nouveaux membres étant invités à affirmer leur soutien à la mission, aux principes fondamentaux et à la Charte commune. À partir de 2022, plus de 40 mouvements sociaux ont commencé à réexaminer l'analyse de la Charte commune dans le cadre d'une série de discussions en ligne, suivies de rassemblements en personne à Durban, en Afrique du Sud (2023) et à São Luis, au Brésil (2024). Ces rencontres ont été complétées par une série d'ateliers de critique systémique, qui ont abordé les thèmes de l'économie politique de la violence et de la dette, des soins et du climat en 2023. Si ces discussions ont permis d'affirmer la pertinence de la Charte commune, les mouvements sociaux ont également affiné certains aspects de leur analyse.

La Charte commune met l'accent sur les conditions globales interdépendantes qui sapent les droits humains des peuples du monde entier, notamment l'appauvrissement et la dépossession au milieu de l'abondance, la mainmise des entreprises sur l'État, l'aggravation des inégalités, la dégradation des écosystèmes et la crise climatique, ainsi que la répression croissante et l'économie politique de la violence. En révisant la Charte commune, les membres du mouvement social ont établi un lien plus étroit entre ces conditions et l'histoire du patriarcat, du colonialisme, de l'impérialisme et du capitalisme, qui s'est construite sur la violence de la dépossession, de l'esclavage et de l'exploitation et s'est enchevêtrée avec d'autres systèmes d'oppression. Ces dernières années, les échecs du système capitaliste néolibéral sont apparus de manière flagrante : les profits de quelques entreprises pharmaceutiques ont été privilégiés par rapport à la vie de millions de personnes lors de la pandémie de COVID-19 ; la mainmise des entreprises sur le processus décisionnel intergouvernemental a permis d'intensifier la crise climatique, tandis que l'extraction de combustibles fossiles s'est accrue malgré des décennies de preuves scientifiques de son impact ; et l'offre publique de soins et les droits des travailleurs du secteur ont été sacrifiés au profit de dettes illégitimes et insoutenables. Alors que les contradictions et les inégalités de nos systèmes économiques et politiques ont conduit à des institutions discréditées et à une colère croissante, nous avons fait avancer les luttes pour les droits de l'homme dans un contexte de militarisme et de surveillance croissants, de populisme de droite, de nationalisme ethnique et religieux, et de relations toujours plus étroites entre l'État et les intérêts commerciaux légaux et illégaux.

Ces défis mondiaux communs nécessitent d'approfondir la solidarité et la coordination entre les divers mouvements sociaux, les peuples autochtones, les syndicats et les ONG féministes, environnementales et de défense des droits de l'homme dans toutes les régions, de renforcer la résilience des membres et d'accroître le pouvoir collectif pour lutter contre les injustices systémiques et faire progresser les alternatives communautaires fondées sur les droits de l'homme. En raison des luttes sociales pour la dignité, l'égalité et le bien-être, les droits de l'homme ont été codifiés dans le sillage de la guerre mondiale et ont évolué au fil des luttes, créant des obligations nationales et extraterritoriales pour les États. Le cadre des droits de l'homme offre une vision et un langage communs qui permettent d'unir diverses organisations au-delà des régions et des clivages historiques, de renforcer la légitimité de nos luttes et d'analyser et de transformer les structures sociétales. En revenant sur les points d'unité de la charte commune, les membres du mouvement ont souligné l'importance centrale du droit à l'autodétermination, énoncé à l'article 1 des deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, résultat de puissantes luttes anticoloniales et développé par les luttes indigènes, anti-impérialistes et féministes qui ont suivi. Les soins aux personnes et à la planète - le droit aux soins et à un environnement sain, les droits des travailleurs sociaux et de la nature - ont également fait l'objet d'une attention particulière en tant que point d'unité, reconnaissant que les soins sont tout ce qui soutient la vie et qu'ils relèvent d'une responsabilité collective. La situation mondiale pousse de nouveaux groupes à agir pour la survie de leurs familles et de leurs communautés, tandis que ces mêmes communautés renforcent les alternatives fondées sur la solidarité et les soins. Il est essentiel de construire et de relier des mouvements inclusifs pour garantir un changement transformateur face à des intérêts puissants désireux de maintenir le statu quo. Cela nécessite un leadership diversifié de la part de ceux qui sont touchés par la dépossession, l'exploitation et la dévastation de l'environnement et qui y résistent, ainsi que de ceux qui se sont engagés politiquement à garantir les droits de l'homme.

Avant le GSM, une série de discussions en ligne sur l'état des lieux, ouvertes à tous les membres du réseau, a commencé par l'examen d'un projet avancé de la Charte commune de lutte collective mise à jour, puis a abordé des défis mondiaux spécifiques, planifiés et dirigés par différents groupes de membres actifs dans la lutte contre ces défis, y compris :

- Dénoncer la mainmise des entreprises sur les institutions gouvernementales et le processus décisionnel
- Exiger l'annulation de la dette, centrer l'attention sur les peuples et la planète
- Faire face à l'économie politique de la violence et au rétrécissement de l'espace démocratique
- Renforcer l'accès à la justice
- Centrer les récits et les demandes des communautés dans la prise de décision publique
- Autodétermination : assurer le contrôle des peuples sur leurs corps, leurs territoires, leurs modes de vie et leurs économies face au colonialisme/impérialisme, au capitalisme et au patriarcat.

L'analyse issue de ces discussions a été complétée par une série de consultations régionales examinant les questions croisées des soins, de la dette, du climat, de la mainmise des entreprises et des questions connexes d'un point de vue régional. Ces espaces ont été complétés par des discussions au sein de nos groupes de travail existants, avec des réflexions menées par les membres sur le travail collectif au cours des dernières années (avancées, défis, apprentissages), l'analyse de l'évolution des conditions mondiales liées à leur(s) domaine(s) de plaidoyer collectif, et une première ébauche d'ouvertures stratégiques pour la période à venir. Collectivement, ces espaces ont permis la participation de nombreux membres qui ne pouvaient pas être présents en Thaïlande, et pour ceux qui étaient présents au GSM, ils ont fourni une base analytique pour les discussions stratégiques en personne. Au cours de la matinée du deuxième jour de notre réunion en personne, les membres ont renforcé cette base en réexaminant les conditions globales articulées dans la Charte commune pour la lutte mondiale, sous la direction de membres du mouvement social.

Nos lignes directrices / Visions partagées pour le changement

Notre réunion stratégique mondiale était intitulée "Construire un pouvoir collectif pour façonner notre avenir". Lors de l'élaboration de ce processus stratégique, les membres ont souhaité centrer et revendiquer le droit à l'autodétermination issu d'une longue histoire de luttes de la gauche, anticoloniales, afro-descendantes, indigènes et féministes au cours du siècle dernier. Les membres ont de plus en plus mis l'accent sur ce droit dans le cadre de la défense collective des droits des peuples indigènes et de la solidarité avec la Palestine, Porto Rico et d'autres pays qui résistent au colonialisme et à l'impérialisme. Au cours de la réunion de stratégie mondiale, plusieurs membres ont expliqué comment leurs mouvements - autochtones, palestiniens, féministes, anti-impérialistes - s'étaient emparés du **droit à l'autodétermination** de manière distincte et souvent complémentaire. Bien que la discussion n'ait pas eu pour but de parvenir à un consensus ou de définir une position politique collective sur l'autodétermination, elle a donné un aperçu précieux de la manière dont les différents membres revendiquent ce droit reconnu dans la période actuelle. Les participants ont ensuite été invités à réfléchir à la manière dont le monde pourrait être transformé si nous réalisions pleinement le

droit à l'autodétermination, en partageant des idées de solidarité, d'attention aux personnes et à la planète, d'égalité réelle et bien d'autres choses encore. Dans une métaphore paysagère utilisée tout au long de la semaine, cette vision à long terme de la transformation est devenue notre soleil à l'horizon.



Le reste de la deuxième journée et la troisième journée, les membres se sont répartis en groupes axés sur les questions de soins, de climat, l'emprise des entreprises et de dette, où ils ont élaboré ensemble les lignes directrices suivantes ou les changements positifs que nous devons promouvoir en priorité au cours des cinq prochaines années :

1. Les peuples et les mouvements renforcent leur pouvoir et **dirigent les processus de prise de décision, en éliminant la mainmise des entreprises** et en **revendiquant leur droit à l'autodétermination** et leur souveraineté vis-à-vis des gouvernements, des entreprises et des élites économiques, pour le bien-être des personnes, en harmonie avec la planète, et **dans le respect des droits de l'homme et des visions féministes**.
2. Les mouvements populaires utiliseront le désinvestissement et les sanctions pour **demander des comptes aux entreprises, aux États, aux acteurs privés et aux institutions financières** et pour garantir des

réparations complètes pour les préjudices directs et indirects subis par les populations et la planète.

3. Les communautés renforcent l'action collective afin d'exercer leur **souveraineté, leur autodétermination et leur responsabilité sur les territoires** et de fournir des preuves, des connaissances et des **solutions** décoloniales **à la crise climatique**.
4. Les communautés et les mouvements populaires **demandent des comptes aux États, aux acteurs privés et financiers** en utilisant des **cadres juridiques applicables** qui garantissent la prévention, la réparation intégrale et le respect des droits des peuples, de la nature et des territoires.
5. Créer des **économies de soins justes, féministes et équitables** en tant qu'alternatives aux systèmes d'oppression, fondées sur le *bien vivre*, la dignité, les soins collectifs et la sécurité pour chacun dans toute sa diversité.
6. Mettre fin à la division sexuelle et sexiste du travail et aux inégalités, **reconnaître les soins comme un travail décent et digne** et faire du **droit aux soins une responsabilité publique et collective** pour un monde du travail exempt de toute forme de violence et de harcèlement.
7. Un mouvement populaire mondial renforcé pour défendre l'**annulation des dettes injustes/illégitimes et le droit au défaut de paiement**, en vue d'un avenir socio-économique durable et autodéterminé et de la mise en place de systèmes de soins décolonisés.
8. Une **architecture financière mondiale transformée** où les communautés touchées peuvent participer activement et pleinement aux processus de financement du développement et remettre en question les paradigmes néocoloniaux à travers une analyse politique populaire.

L'après-midi du troisième jour, les membres ont partagé et célébré ces visions du changement à l'échelle du réseau, qui guideront le plaidoyer collectif et les campagnes au cours des cinq prochaines années.

Notre chemin / Repenser nos stratégies

Comme souligné ci-dessus, l'approche stratégique du réseau DESC est incarnée par nos principes fondamentaux et notre théorie du changement, à savoir la **construction du pouvoir en connectant les luttes à travers les régions, d'abord dans la solidarité et finalement dans l'action collective pour un changement transformateur** via l'approfondissement de l'analyse systémique partagée. Nos principes fondamentaux expliquent comment cela se produit, à savoir en **centrant et en**

connectant les mouvements, en **travaillant pour surmonter les héritages coloniaux** et les inégalités mondiales via un équilibre régional dans le leadership et la participation aux délégations de plaidoyer et aux discussions stratégiques, et en **construisant un mouvement inclusif** via une analyse intersectionnelle féministe et un engagement en faveur de l'équilibre des genres dans le leadership.

Le quatrième jour, les membres ont réfléchi de manière critique à nos approches stratégiques connexes et ont examiné comment elles devaient évoluer afin de renforcer plus efficacement le pouvoir de façonner notre avenir, en progressant vers nos lignes directrices dans le contexte politique actuel. Les membres ont commencé par explorer les moyens d'approfondir la **solidarité entre membres** et de **faire face à l'économie politique de la violence**, en s'appuyant sur une série d'actions de solidarité tout au long de la semaine, un marché de solidarité le deuxième soir et une session d'éducation politique sur la Palestine et le récent avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ), qui a conclu que l'occupation israélienne du territoire palestinien est illégale au regard du droit international et a entravé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. L'après-midi, les membres se sont répartis en petits groupes de discussion afin d'évaluer et de développer de manière critique les approches stratégiques évolutives visant à faire progresser le changement, en explorant notamment la manière dont elles pourraient contribuer à une stratégie ou une campagne plus cohérente à l'échelle du réseau. Ces approches stratégiques comprenaient

- **promouvoir l'accès à la justice**, en s'appuyant sur des exemples récents d'efforts de mise en œuvre guidés par le mouvement et d'interventions juridiques alignées sur les objectifs plus larges du réseau, et en explorant quand et comment le travail juridique pourrait plus efficacement renforcer et faire avancer les luttes collectives, y compris en tant qu'élément central de la campagne ;
- **construire des récits à partir des connaissances des communautés**, en s'appuyant sur notre recherche évolutive menée par les communautés et sur notre travail de communication stratégique, en travaillant en harmonie avec les membres des mouvements et des syndicats, et en explorant comment amplifier et renforcer la validité et l'importance des connaissances, des demandes et des visions des peuples indigènes et des autres communautés résistantes ; et
- l'éducation politique populaire, en s'appuyant sur les enseignements tirés de nos ateliers de critique systémique, des bandes dessinées sur la capture des entreprises et des principes existants de l'éducation politique populaire, et en explorant comment l'éducation politique populaire - qui vise à développer une compréhension collective des causes profondes de l'injustice - pourrait devenir un élément central de la construction d'une action ou d'une campagne inter-réseaux.

Les membres ont réfléchi à la manière de renforcer le pouvoir collectif en s'appuyant sur les diverses forces et le travail partagé du réseau DESC et en les reliant entre eux. Nous pensons que cela signifiera passer d'actions de campagne relativement isolées à une approche plus cohérente et stratégique des **campagnes mondiales**. Ces campagnes serviraient idéalement de **parapluie reliant les stratégies**, avec nos **étoiles directrices comme paramètres les plus larges d'une campagne**, nous permettant d'amplifier les campagnes nationales et régionales connexes.

S'appuyant sur des victoires concrètes et prioritaires ou sur des jalons issus des discussions du groupe de travail, attentifs aux ouvertures dans le contexte mondial changeant, une stratégie de campagne impliquerait également la formulation de demandes/objectifs mondiaux pour lesquels nous nous battons ensemble.

Le GSM a représenté la première occasion depuis plusieurs années de renouveler les discussions à l'échelle du réseau, en affirmant un large soutien à la mise en place de campagnes mondiales. En réponse aux priorités exprimées par les mouvements sociaux dans la Charte commune de lutte collective et par l'ensemble des membres lors de notre dernier GSM et lors de moments ultérieurs, nous avons progressivement mis en place une équipe de campagne au cours des dernières années, ainsi qu'une plus grande capacité de communication stratégique. En s'appuyant sur cette capacité et en fournissant des pilotes pour une campagne mondiale, les membres ont organisé des journées d'action, des rassemblements et des manifestations en marge des processus intergouvernementaux, en coordonnant périodiquement des espaces alternatifs de la société civile. À partir de novembre 2024, un comité ad hoc de membres - issus de toutes les régions et de tous les groupes de travail, avec un noyau de mouvements sociaux - commencera à se réunir pour affiner les propositions de campagne initiales axées sur 1) l'annulation de la dette et la garantie du droit au défaut de paiement, qui sont vitales pour un avenir durable avec une prise en charge publique des soins et des ressources pour l'adaptation, l'atténuation, les pertes et les dommages liés à la crise climatique ; et 2) l'obligation pour une multinationale de suspendre et de réparer les activités qui violent les droits humains et environnementaux, en particulier une entreprise impliquée dans l'industrie des combustibles fossiles et ayant des liens avec le génocide en cours en Palestine. Bien que le groupe de travail sur l'environnement et les droits économiques, sociaux et culturels manifeste un vif intérêt pour les campagnes, les membres pensent que les bases d'une campagne mondiale axée sur certains aspects de la justice climatique seront jetées au cours des deux prochaines années.

Tremplins

Le dernier jour, les membres se sont répartis dans des groupes de travail existants, afin d'explorer la manière dont ils pourraient contribuer à la réalisation des lignes directrices à travers de stratégies renforcées. Il s'agissait d'identifier et de classer par ordre de priorité les gains concrets ou les tremplins pour les deux prochaines années, qui permettraient de catalyser un changement plus transformateur, en s'appuyant sur la force et la capacité collectives des membres. Ces tremplins ont servi de point de départ à des plans de projet sur deux ans au sein des groupes de travail et entre eux, ainsi qu'à notre système de solidarité, qui ont été affinés par des appels post-GSM ouverts à tous les membres :

Responsabilité des entreprises

- Des lois nationales, régionales et internationales sont approuvées ou avancées pour réglementer les activités des entreprises qui affectent les droits de l'homme et les biens naturels.

- Une multinationale suspend et répare les activités qui violent les droits de l'homme et de l'environnement grâce aux campagnes et aux litiges du réseau DESC (*surtout en ce qui concerne les combustibles fossiles/ *en relation avec le génocide).

Outre l'élaboration d'un traité juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme au niveau des Nations unies, les membres identifieront et concentreront leur action collective sur d'autres lois au niveau national et/ou régional qui sont considérées comme stratégiques pour limiter le pouvoir des entreprises. Les membres dresseront également la carte des entreprises impliquées dans le génocide et responsables de la destruction de l'environnement et élaboreront une stratégie pour faire pression sur une entreprise spécifique afin qu'elle mette fin à ses activités néfastes et demande des réparations.

Politique économique

- Les mécanismes de gouvernance de la dette mondiale sont progressifs et compatibles avec les droits de l'homme et le cadre de la dette des Nations unies.
- Les membres développent une analyse plus solide de la crise de la dette mondiale afin de se mobiliser au niveau mondial.

Concrètement, les membres systématiseront la recherche et l'analyse juridique existantes sur les dettes, y compris l'exploration de leurs liens avec le système fiscal mondial, afin de soutenir les demandes collectives d'annulation de la dette et de droit au défaut de paiement, en particulier auprès des principaux acteurs responsables de la crise de la dette, tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et les banques publiques de développement. Les membres du groupe de travail sur la politique économique (EPWG) continueront également à approfondir l'analyse des liens entre la dette et le système fiscal mondial, en soutenant les efforts déployés par les membres pour mettre en place une convention fiscale des Nations unies solide. En outre, reconnaissant la nécessité d'une transformation plus large du système financier mondial pour répondre aux besoins des populations et de la planète, le groupe de travail sur les politiques économiques travaillera avec le groupe de travail sur l'environnement et les droits économiques, sociaux et culturels (ESCER) et le WESCR pour renforcer la participation des membres aux discussions relatives au climat et au financement du développement dans les conversations mondiales pertinentes, y compris la trentième session de la Conférence des parties (COP30) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le financement du développement et le sommet "Finance in Commons" (la finance dans les communautés).

Environnement et DESC

- Renforcer et systématiser les récits des communautés (sur les fausses solutions, la menace pour les défenseurs de l'environnement), cartographier les auteurs de l'injustice climatique, les mouvements et les forums stratégiques, et développer du matériel éducatif politique créatif.

- Élaborer une stratégie pour mener une campagne mondiale sur le remède climatique et la transition juste et équitable.

Au cours de l'année prochaine, le groupe de travail ESCER se concentrera sur les solutions à la crise climatique menées par les populations, dans le but de décoloniser les discussions sur le climat mondial. Il s'agira également de renforcer la participation et l'influence des membres - en particulier des mouvements - dans la politique climatique mondiale et les espaces réglementaires tels que ceux relevant de la CCNUCC et de la COP sur la biodiversité, ainsi que l'engagement auprès des acteurs institutionnels concernés tels que les organes des Nations unies, les titulaires de mandats et les organes judiciaires aux niveaux régional et mondial.

Contrôle

- Une école de recherche communautaire qui aide les membres du réseau à rassembler les preuves et les données dont ils ont besoin pour leurs luttes à travers une approche de recherche participative féministe (FPAR).
- En collaboration avec d'autres groupes de travail, co-crée des connaissances et développer des récits qui reflètent les perspectives des communautés de base et des mouvements sociaux sur des questions clés/prioritaires, telles que les pertes et les dommages résultant du changement climatique.

Dans les prochaines étapes, les membres analyseront collectivement les résultats de la deuxième initiative de recherche communautaire sur les pertes et les dommages afin d'informer le plaidoyer collectif dans les espaces locaux et mondiaux. La troisième itération de l'initiative sera lancée l'année prochaine pour centrer et amplifier les récits alternatifs et les visions des soins, en particulier par les mouvements dirigés par des femmes. Parallèlement à ces efforts, afin de définir le contenu et l'approche pédagogique de l'école de recherche informelle dirigée par la communauté, les membres mèneront une enquête sur les besoins et l'expertise au sein du réseau, ainsi que des sessions d'apprentissage s'inspirant des expériences passées et en cours de FPAR.

Contentieux stratégique

- Contentieux stratégique direct, un cas sur l'application de la loi et un cas sur l'un des cinq domaines d'intervention (dette, soins, climat, capture d'entreprise ou défenseurs des droits de l'homme) basé sur le consensus participatif du réseau DESC et intégré dans une campagne.
- Renforcer la capacité du réseau DESC à suivre et à prendre position dans les procès contre les leaders environnementaux/indigènes et liés au meurtre et à d'autres formes de persécution de ces leaders.
- Renforcement des capacités en matière de litiges stratégiques et mise en œuvre du partage des connaissances par l'élaboration et le déploiement d'une boîte à outils pour les communautés et les avocats.

En concertation avec d'autres groupes de travail, le groupe de travail explorera la possibilité d'initier ou de faciliter des litiges directs pour soutenir des campagnes plus larges, par exemple sur la dette et/ou la responsabilité des entreprises. En outre, le groupe de travail continuera à fournir des conseils et des orientations juridiques stratégiques pour les affaires menées par les membres du mouvement, notamment pour obtenir la mise en œuvre des jugements positifs et pour garantir la protection des défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme en danger ou en procès qui demandent un soutien par l'intermédiaire du système de solidarité. Enfin, le groupe de travail SLWG poursuivra son travail de renforcement des mécanismes d'accès à la justice aux niveaux régional et mondial, en particulier les systèmes interaméricains et des organes de traités des Nations unies, dans le but d'étendre la reconnaissance et la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

Les femmes et les DESC

- Plaidoyer pour une société fondée sur les soins qui promeut les lois, les systèmes et le financement d'une société fondée sur les soins avec un travail digne et des espaces sans violence.
- Incorporer des perspectives féministes en matière de soins au sein du réseau et assurer des liens avec la dette, le climat et nos méthodes de travail.

A travers des échanges mutuels en ligne et du processus FPAR décrit ci-dessus, le groupe de travail du WESCR construira une analyse partagée liée à des économies de soins justes, féministes et équitables, en particulier celles centrées sur les stratégies et les visions des femmes dans les communautés, les syndicats et les organisations de peuples indigènes. En plus d'informer le propre travail des membres, cette analyse partagée sera reflétée dans les espaces de plaidoyer mondiaux liés à la dette et au climat - en conjonction avec le GTPE et le GT ESCER - ainsi que dans les discussions et les espaces en cours qui font progresser les droits des travailleurs du secteur des soins. Enfin, en s'appuyant sur les résultats encourageants du premier *encuentro feminista*, le GT WESCR offrira un espace de réflexion sur le centrage des soins dans nos méthodes de travail et renforcera les pratiques d'autosoins parmi les membres du réseau DESC.

Système de solidarité

- Renforcer les mécanismes de prévention pour les défenseurs à risque dans une perspective intersectionnelle, féministe décoloniale et psychosociale.
- Fonds d'urgence donnant la priorité aux membres des mouvements sociaux. (La proposition envisage que les financeurs de subventions d'urgence au sein du réseau s'engagent à verser chaque année un petit pourcentage de leurs subventions à un fonds commun qui pourrait être utilisé ou accessible plus rapidement pour faire face aux menaces pesant sur les membres, en s'inspirant du modèle des Defensoras de l'IM).
- Partage de l'information et de la communication en vue d'une appropriation collective et effective du système de solidarité.

Le Système de Solidarité (SOS) facilitera les espaces d'apprentissage mutuel en ligne pour les leaders de base et autres défenseurs à risque sur des sujets tels que le bien-être psychosocial, la sécurité numérique et les pratiques préventives pour faire face à la criminalisation et à d'autres attaques légales, ainsi que l'intégration d'espaces similaires dans les visites de solidarité avec les communautés menacées et d'autres réunions du réseau DESC. Sur la base de notre statut juridique et des décisions du conseil d'administration, le réseau DESC n'est actuellement pas en mesure d'accorder des subventions à ses membres. Nous nous sommes donc appuyés sur nos collègues membres ainsi que sur notre collaboration avec ProtectDefenders.eu pour aider les membres à obtenir des fonds d'urgence pour la sécurité. En essayant de coordonner et de rationaliser davantage ce processus, le groupe consultatif SOS dressera également une carte des ressources et des capacités existantes - y compris les financements d'urgence, de prévention et de solidarité - des membres et des alliés proches, notamment via le consortium Protect Defenders, afin d'approfondir la solidarité entre les membres et d'être en mesure d'accéder rapidement aux ressources des alliés en cas de besoin. En intensifiant les actions et les visites de solidarité entre membres - impliquant des membres du mouvement et d'autres personnes ayant des capacités juridiques, de recherche ou de plaidoyer particulières - le système de solidarité renforcera la solidarité de membre à membre pour soutenir les luttes des autres membres confrontés à une répression continue.

Priorités en matière de développement institutionnel

En concertation avec les membres, le conseil d'administration et le secrétariat ont donné la priorité aux développements institutionnels suivants afin de faciliter efficacement la solidarité entre les membres, l'analyse partagée et l'action collective menée par les membres, conformément à nos lignes directrices ou à nos visions partagées du changement systémique et à nos principes fondamentaux.

Adhésion et gouvernance

Conformément à nos principes fondamentaux - y compris le leadership des membres - et à l'engagement complémentaire de tous les membres à s'impliquer activement dans au moins un domaine de travail collectif, le réseau DESC soutiendra en priorité l'engagement et le leadership collectif de ses membres existants. **Le rôle principal du secrétariat** est de coordonner la solidarité entre les membres, l'analyse partagée et l'action collective conformément à nos principes fondamentaux. Il s'agit également d'un **rôle essentiel du conseil d'administration et des comités directeurs des groupes de travail du réseau DESC** ; notre dernier plan stratégique encourageait fortement tous les groupes de travail à adopter les principes suivants :

- "Définir le rôle du comité de pilotage avant tout comme un organe consultatif - avec certains rôles définis d'examen, d'articulation des processus internes, etc. - destiné à soutenir la facilitation de l'engagement et de l'action collective de tous les membres du groupe de travail, conformément à la mission plus large, au plan stratégique et à la Charte commune de lutte collective du réseau DESC, ainsi qu'au plan d'action bisannuel du groupe de travail ; [et]

- Veiller à ce que le comité de pilotage ne compromette pas la capacité de l'ensemble des membres du groupe de travail à participer aux décisions clés, aux positions et à la représentation externe du groupe de travail dans de multiples espaces".

Le conseil d'administration, élu tous les trois ans parmi et par les membres de l'organisation, continue à servir de modèle pour nos autres structures de gouvernance :

- Incorporer des principes fondamentaux, notamment l'équilibre entre les régions et les sexes et le rôle central des mouvements sociaux ; et
- Assurer la rotation des dirigeants (dans le cas des comités de pilotage, élus pour une durée déterminée par tous les membres du groupe de travail, sur la base de leur contribution active à l'action collective ; ou dans le cas des comités consultatifs et de planification, élaborer des mandats avec une durée de service prévue et s'efforcer de créer un espace pour un leadership diversifié dans l'ensemble du réseau DESC).

Bien que le conseil d'administration joue un rôle important dans le développement institutionnel, en assurant le fonctionnement efficace du secrétariat et en supervisant la mise en œuvre des priorités collectives du réseau, l'organe de décision ultime et la force du réseau DESC sont l'assemblée générale des membres.

Faciliter l'engagement actif et le leadership des membres existants est la première priorité de l'équipe de campagne et d'adhésion, ainsi que du secrétariat au sens large. L'équipe de campagne et d'adhésion entreprendra également des actions de sensibilisation afin de continuer à renforcer l'adhésion au réseau DESC conformément à nos principes fondamentaux. Il s'agira notamment d'accorder une **grande priorité à la sensibilisation des mouvements sociaux, des organisations de peuples autochtones et des syndicats indépendants** qui sont politiquement alignés sur le réseau DESC, prêts à fournir et à recevoir une solidarité de membre à membre, et prêts à s'engager dans un plaidoyer collectif et des campagnes à différents niveaux. Deuxièmement, alors que nous travaillons à la construction d'espaces inclusifs guidés par une analyse intersectionnelle, le réseau DESC s'engage à une représentation significative et, en fin de compte, au leadership de différents groupes dans le travail de construction d'une analyse partagée et d'une action collective vers un monde dans lequel "les droits de l'homme et la justice sociale sont une réalité pour tous". Parmi d'autres lacunes, les membres actuels ont encouragé l'accueil d'organisations supplémentaires faisant progresser les droits de l'homme et la justice climatique qui sont :

- Travailler dans des situations de conflit et faire face à la militarisation ou au militarisme ;
- Dirigé par des jeunes et/ou impliquant de manière substantielle et développant l'esprit d'initiative des jeunes ;
- Dirigé par et centré sur l'analyse des personnes handicapées ;
- L'analyse des communautés LGBTQ+ dans différents contextes locaux et nationaux est menée et mise en avant ; et
- Active dans le mouvement féministe dans différents contextes.

Les membres ont également constaté des lacunes au niveau sous-régional, notamment en Asie centrale et dans le Pacifique, ainsi que la nécessité de poursuivre les actions de sensibilisation en Afrique de l'Ouest. Pour combler ces lacunes, l'équipe chargée de la campagne et des adhésions s'efforcera de fixer des priorités pour des périodes données, en concertation avec le conseil d'administration et les différents comités directeurs des groupes de travail, en s'adressant aux membres pour les aider à identifier des candidats potentiels solides pour l'adhésion.

Les groupes de travail continuent à jouer un rôle central dans la construction de l'analyse et de l'action collectives des membres. Les groupes de travail, ouverts à tous les membres, ont la capacité d'établir collectivement des priorités en matière de plaidoyer commun et d'articuler des positions communes conformes à la mission générale, aux principes et aux objectifs partagés du réseau DESC (les positions litigieuses, en particulier dans les nouveaux domaines de travail, étant examinées par le conseil d'administration et par l'ensemble des membres). Tous les groupes de travail ont désormais des membres définis, des méthodes de communication interne entre les membres et des plans révisés annuellement.

Dans la période à venir, en s'appuyant sur la trajectoire des dernières années, ainsi que sur les résultats de la réunion de stratégie globale, les groupes de travail sont encouragés à poursuivre les **efforts des groupes de travail croisés et le plaidoyer et les campagnes collaboratives** vers les lignes directrices ou les visions positives partagées pour le changement priorisé par les membres pour les cinq prochaines années. Afin de faciliter l'**utilisation par le réseau DESC de la force collective de l'ensemble du réseau pour faire avancer la transformation systémique**, nous envisageons.. :

- Le **groupe de travail sur le suivi** sera remplacé par le **centre de recherche communautaire**. Ce dernier facilitera et soutiendra diverses formes de recherches guidées par les communautés, principalement qualitatives, en soutien aux priorités de plaidoyer et de campagne, afin de mieux ancrer notre travail dans les expériences vécues et les perspectives des communautés résistantes. Guidée par une approche d'analyse intersectionnelle féministe, cette recherche vise à renforcer le leadership des femmes, des personnes non binaires et d'autres groupes marginalisés, ainsi qu'à refléter et à amplifier les perspectives des mouvements sociaux, des peuples indigènes, des syndicats indépendants et d'autres organisations communautaires.
- Renforçant sa pratique évolutive, le **groupe de travail sur le contentieux stratégique** s'associera souvent à d'autres groupes de travail pour entreprendre des efforts de contentieux et de mise en œuvre alignés sur nos étoiles directrices, en explorant de nouvelles opportunités pour faire progresser de manière proactive le changement structurel avec des stratégies juridiques alignées sur le mouvement en tant qu'élément important.
- Conscients que l'analyse systémique partagée est à la base des stratégies partagées et de l'action collective, les espaces d'**éducation politique populaire - qui permettent de** comprendre les causes profondes de l'injustice à travers de cadres féministes, anti-impérialistes, politico-économiques et des droits de l'homme - seront de plus en plus intégrés dans notre travail, sur le modèle de nos ateliers de critique systémique élargie. Ces espaces seront complétés par le développement ou la promotion de ressources

accessibles et adaptables que les membres pourront utiliser dans leurs propres organisations et communautés. Les membres ont mis l'accent sur quelques sujets clés pour une analyse plus approfondie et des processus d'éducation populaire qui recoupent de multiples questions ou domaines de plaidoyer, notamment :

- **le droit à l'autodétermination** et la manière dont il est défendu, vécu et développé par différentes communautés et luttes, ainsi que la clarification de nos points d'unité en tant que collectif ; et
 - **l'économie politique de la violence** et ses manifestations évolutives dans différents contextes, notamment via le militarisme, la montée du populisme de droite et du nationalisme ethnique ou religieux, et l'imbrication des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi que les implications stratégiques de cette compréhension plus historique et structurelle de la répression.
- Pour continuer à renforcer nos **communications stratégiques**, un groupe consultatif composé de responsables de la communication et de communicateurs des organisations membres et des mouvements est en train d'être formé dans les derniers mois de 2024. Répondant aux priorités ou aux tremplins de plusieurs groupes de travail, le groupe consultatif travaillera à renforcer le travail narratif du réseau DESC - à la fois en amplifiant les récits communautaires existants et en co-crédant de nouveaux récits guidés par les demandes des mouvements qui remettent en question les récits dominants façonnés par le capitalisme, le patriarcat et le colonialisme. Le groupe consultatif jouera un rôle de premier plan dans le renforcement du pouvoir narratif collectif du réseau DESC sur les questions clés des droits de l'homme, en co-crédant un espace d'apprentissage sur les récits fondés sur les droits de l'homme et en informant les stratégies de communication qui soutiendront notre plaidoyer collectif et nos efforts de campagne ciblant différents acteurs.
 - S'appuyant sur les actions de campagne (c'est-à-dire les journées d'action, les rassemblements, les visites de solidarité) de ces dernières années, les **campagnes mondiales - guidées par** un groupe consultatif de membres issus de tous les groupes de travail avec un noyau de membres du mouvement et coordonnées par notre équipe de campagne et d'adhésion en partenariat avec le secrétariat général - intégreront une série de stratégies à travers le réseau, serviront de cadre pour amplifier les campagnes individuelles des membres à différents niveaux alignés sur nos étoiles directrices, et articuleront les demandes de l'ensemble du réseau au niveau mondial, s'efforçant d'obtenir des victoires concrètes vers un changement plus transformateur. Les objectifs et les demandes de ces campagnes émergeront des groupes de travail et seront développés par le groupe consultatif inter-groupes de travail et, en fin de compte, par l'ensemble des membres. Nous envisageons de lancer une première campagne mondiale en 2025, avec un ou plusieurs objectifs clairs au niveau mondial.

De manière significative, les membres ont donné au secrétariat la capacité de prendre des mesures urgentes en leur nom au nom des défenseurs des droits de l'homme et de leurs communautés menacées (depuis 2008), et le conseil d'administration a clarifié la capacité des groupes de travail à prendre des positions collectives au nom du réseau DESC (en 2013), ainsi qu'à définir des processus

pour les positions à l'échelle du réseau sur les questions émergentes, conformément à notre document de gouvernance. Cependant, le réseau DESC reconnaît le principe selon lequel les membres - en particulier les mouvements sociaux et les peuples autochtones - s'expriment en leur nom propre, tout en étant attentif à qui représente les positions collectives des membres dans divers espaces, conformément aux principes de l'équilibre entre les sexes et les régions et de la direction par les membres.

Le **conseil d'administration**, élu par et parmi les membres sur la base de nos principes fondamentaux, a un certain nombre de rôles, notamment celui de recruter et d'évaluer le directeur exécutif et de travailler avec lui et l'équipe de coordination élargie pour guider le développement institutionnel du secrétariat afin de s'assurer qu'il peut faciliter efficacement le travail collectif des membres. Le conseil d'administration contribue également à garantir la cohérence, la pertinence et l'impact du travail collectif du réseau. Sur le fond, cela signifie qu'il faut s'assurer qu'il est conforme à notre mission et aux priorités stratégiques convenues par les membres, qu'il s'efforce de renforcer l'analyse et le pouvoir des groupes de travail et des autres domaines d'activité, et qu'il est attentif à la situation mondiale. En termes de processus, le conseil d'administration incarne et défend nos principes fondamentaux, en aidant le réseau DESC à modéliser une forme de politique pré-figurative, inclusive et plus horizontale. Pour remplir ces rôles, le conseil d'administration a créé une série de postes de responsables et de comités au cours des dernières années. Il a également contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de quelques politiques clés pour les membres et le secrétariat. Pour la période à venir, le conseil d'administration, en collaboration avec le secrétariat, a donné la priorité aux éléments suivants :

- Poursuivre les réunions annuelles du conseil d'administration, complétées par des conférences téléphoniques trimestrielles, afin d'assurer un contrôle institutionnel et financier et une cohérence globale dans la promotion de la mission, des principes et des objectifs du réseau DESC ;
- Veiller à ce que le conseil d'administration participe aux travaux de divers groupes de travail et autres domaines d'activité et/ou en suive l'évolution ; et
- Le paysage financier et le paysage politique des États-Unis, où le secrétariat a son siège officiel, aident à naviguer dans la période actuelle. Au cours de la dernière décennie, le réseau DESC a bénéficié d'une croissance régulière et intentionnelle, notamment au niveau de ses délégations de plaidoyer, de ses actions de solidarité et de ses réunions stratégiques et analytiques, ainsi que de l'équipe de son secrétariat dans le monde entier. Parallèlement, au cours de la dernière décennie, de nombreux membres ont été en mesure d'accéder à un financement relativement cohérent provenant de diverses sources, ce qui leur a permis de s'engager plus facilement dans la solidarité interrégionale et le plaidoyer mondial. Une discussion entre les membres et plusieurs bailleurs de fonds lors de notre réunion de stratégie mondiale a permis de clarifier les nombreux défis à relever pour continuer à accéder à des financements pour les droits de l'homme et la justice sociale, en partie en raison des changements vers la droite dans de nombreux contextes.

La justice linguistique et l'inclusion seront toujours un travail en cours pour le réseau DESC étant donné les multiples langues primaires parlées par les membres, mais elles ont également été vitales

pour construire une solidarité et un apprentissage interrégionaux et faciliter l'action collective à travers un nombre croissant de membres. En partie grâce à ses engagements en faveur de la justice linguistique et de pratiques d'inclusion plus larges (c'est-à-dire l'utilisation d'un langage intégrant le genre), Le réseau DESC est une source importante d'informations, d'échanges interrégionaux et de construction de mouvements pour les mouvements de défense des droits de l'homme et de l'environnement, les défenseurs et les universitaires du monde entier. En 2017, le réseau DESC s'est engagé à travailler systématiquement en quatre langues : Espagnol, Français, Arabe et Anglais, et les membres ont affirmé à plusieurs reprises la valeur de ces efforts, permettant l'apprentissage et l'action collective à travers un ensemble croissant de membres. Le réseau DESC continuera à donner la priorité à la capacité et aux fonds pour assurer l'interprétation des réunions en ligne et en personne dans ces langues de travail, en utilisant les inscriptions aux événements chaque fois que possible pour évaluer les besoins d'interprétation pour des discussions spécifiques. Le réseau DESC réaffirme également son engagement à maintenir son site web dans ces quatre langues de travail. Pour les prises de position, les publications et ressources importantes, les politiques liées aux membres et les documents similaires, le secrétariat accordera toujours la priorité aux ressources pour les traductions formelles. Afin de garantir un langage inclusif et l'utilisation de phrases politiques cohérentes approuvées par les membres, des traducteurs seront également utilisés pour d'autres documents importants de communication et de plaidoyer. Pour favoriser une traduction efficace, l'équipe de communication travaillera avec les membres et l'équipe élargie du secrétariat pour mettre régulièrement à jour les conseils aux traducteurs et aux interprètes sur le langage inclusif, ainsi que sur la terminologie politique clé importante pour les différents domaines d'analyse et de plaidoyer du réseau. Au fur et à mesure que le réseau DESC s'engage dans des campagnes mondiales et développe l'éducation politique populaire, il est également reconnu que ces quatre langues de travail coloniales peuvent ne pas être adéquates pour s'engager avec de nombreux membres de nos mouvements sociaux, au-delà d'une poignée de représentants internationaux. Bien que la capacité du secrétariat soit inévitablement limitée, le réseau DESC s'efforcera de traduire les ressources clés dans d'autres langues, à la demande des membres, et/ou d'incorporer les traductions fournies par les membres dans les ressources d'éducation populaire, en s'efforçant de les rendre plus facilement adaptables. En outre, aucune de ces quatre langues n'est la langue principale de nombreux représentants des membres actuels. Nous utiliserons donc des éditeurs, des outils en ligne et des formations pertinentes pour améliorer la clarté et la lisibilité de nos documents écrits. Au cours des cinq prochaines années, nous envisageons également d'étendre les pratiques visant à accroître l'accessibilité de nos espaces et de nos ressources, y compris pour les personnes souffrant d'un handicap auditif, visuel ou autre. En outre, les licences "creative commons" favoriseront l'utilisation et la diffusion des ressources par des alliés et des publics plus larges.

Les préoccupations en matière de **sécurité numérique et physique** n'ont cessé de croître, notamment avec la capacité et l'utilisation accrues de l'intelligence artificielle (IA). Dans un contexte de surveillance et de répression croissantes, la sécurité numérique des communications du Réseau sera une priorité renouvelée, de même que les espaces de renforcement des capacités et/ou d'apprentissage mutuel pour le personnel et les membres du secrétariat. Des évaluations cohérentes des lieux de réunion et de plaidoyer potentiels seront utilisées pour identifier, partager avec les membres et travailler à la réduction des risques, en particulier pour les défenseurs dans des conditions déjà précaires. Dans notre Système de Solidarité (SOS), nous sommes guidés par les membres

menacés et par les autres membres dans le même contexte, conscients qu'ils sont normalement les mieux placés pour évaluer les risques et articuler ce qui sera le plus efficace pour renforcer leur sécurité et faire avancer les demandes de leur communauté ou de leur organisation. Par ailleurs, le réseau DESC consulte son groupe consultatif SOS, composé de nombreux membres spécialisés dans la protection des défenseurs, ainsi que de mouvements et d'ONG ayant une longue expérience de la répression, ce qui constitue une importante caisse de résonance. Pour évaluer et atténuer les risques liés aux lieux de réunion et aux délégations de plaidoyer du réseau DESC, nous utiliserons une approche similaire, en nous tournant d'abord vers les membres et les alliés dans le contexte et ensuite vers les membres qui suivent et traitent les tendances au niveau régional ou mondial.

Rôle et capacité du secrétariat

Le rôle du secrétariat est avant tout de faciliter la solidarité entre les membres, l'analyse partagée et l'action collective des membres. La force du réseau DESC provient de l'action collective des membres, guidée par leur analyse et leur leadership interrégionaux. Le secrétariat, aujourd'hui réparti entre les différentes régions et 10 pays, joue un rôle important dans la création d'espaces d'apprentissage mutuel et de dialogue stratégique, dans la coordination des actions de plaidoyer et de campagne, dans le soutien à la solidarité interrégionale et dans l'amplification des demandes et des récits des membres par une communication stratégique. À partir de septembre 2023, le secrétariat passera à une équipe de coordination composée de cinq directeurs, travaillant à l'institutionnalisation d'un leadership partagé au sein du secrétariat tout en continuant à assurer la direction par les membres de nos orientations politiques et stratégiques, en renforçant la résilience dans les moments de transition et en allouant mieux les capacités et les ressources du secrétariat en fonction des priorités des membres. En outre, le secrétariat s'engage à créer régulièrement du temps et de l'espace pour permettre aux membres de faire le point sur le travail collectif, en partageant des réflexions et des apprentissages liés à la fois aux "victoires" et aux défis importants et en évaluant la manière dont le réseau DESC se positionne par rapport à l'évolution du contexte mondial.

Compte tenu du paysage financier auquel sont confrontés de nombreux membres et le réseau DESC en tant que collectif, ainsi que de la croissance significative de notre dernier plan stratégique, le secrétariat n'envisage pas de croissance substantielle au cours des cinq prochaines années.

Toutefois, certains secteurs de l'équipe du secrétariat sont particulièrement sollicités, à savoir

- **Notre équipe de développement institutionnel**, qui s'occupe des finances, de la logistique et des ressources humaines. Outre un directeur, nous disposons désormais d'un coordinateur financier et d'un collaborateur chargé des événements. Cependant, nous avons besoin d'un soutien financier supplémentaire, idéalement par l'embauche d'au moins un **associé financier à temps partiel**. De même, compte tenu de la taille de notre équipe - aujourd'hui répartie dans 10 pays - et de notre engagement à garantir des avantages et des rémunérations équivalents à l'ensemble de notre équipe, nous devrions idéalement engager au moins un **coordinateur des ressources humaines à temps partiel**.
- **Notre équipe de communication stratégique** compte désormais deux personnes à temps plein, dont un directeur et un coordinateur, qui travaillent avec une série de consultants en communication dotés de capacités spécifiques en matière de conception, de montage vidéo, d'art graphique, de conception de sites web, etc. Cependant, compte tenu de l'ampleur du plaidoyer collectif des membres et de leur intention de lancer une

campagne mondiale, ainsi que des actions de solidarité en cours et de l'intérêt croissant des membres pour le renforcement du travail narratif et de l'éducation populaire, le réseau DESC bénéficierait d'une capacité de communication supplémentaire, idéalement par l'embauche d'un **associé en communication** à temps plein.

- Si les lacunes susmentionnées sont les priorités les plus urgentes, nous serions ravis de trouver des moyens de continuer à soutenir l'apprentissage et la croissance des nouveaux défenseurs des droits de l'homme tout en accueillant leurs contributions au plaidoyer collectif. Si les ressources le permettent, nous serions heureux de financer à nouveau une **bourse d'études juridiques**. Cela s'appuierait sur un projet pilote initial de deux bourses juridiques d'un an avec la faculté de droit de CUNY.
- En outre, **notre équipe de campagne et d'adhésion** devrait idéalement s'adjoindre un **facilitateur régional de campagne et d'adhésion en Asie**, qui viendrait compléter les facilitateurs régionaux de campagne et d'adhésion existants en Afrique et en Amérique latine, ainsi que le coordinateur d'adhésion basé à SWANA. En fonction de la croissance et des objectifs de la campagne au cours des cinq prochaines années, d'autres membres de l'équipe régionale pourraient s'avérer importants au fil du temps.

Conformément à la décision prise en 2013 par le conseil d'administration de maintenir le bureau principal du secrétariat à New York, le conseil d'administration a approuvé et a continué à soutenir activement les **efforts visant à garantir l'embauche de** membres de l'équipe ayant des engagements politiques similaires mais des antécédents différents, en fonction de la **région**. Il s'agit notamment d'embaucher des personnes basées dans différentes régions, qui se rendent à New York pour des séances d'orientation et des réunions périodiques. Le secrétariat a pour mandat permanent d'assurer de solides capacités linguistiques, en mettant l'accent sur le renforcement de ses capacités à travailler en français et en arabe, ainsi qu'en anglais et en espagnol. En élaborant ce nouveau plan de développement institutionnel, le conseil d'administration a affirmé la valeur de l'équipe du secrétariat, qui comprend désormais plusieurs personnes ayant fait partie de mouvements sociaux, d'organisations de peuples autochtones, de luttes féministes et/ou d'organisations communautaires dans leur propre pays. Comme les membres, le secrétariat travaille désormais dans plusieurs régions et fuseaux horaires, dans une période de crises croisées. Au cours de la période à venir, l'attention portée au **bien-être et aux soins du personnel** restera une priorité vitale, soutenue par notre Comité de l'environnement de travail dirigé par le personnel, établi en 2022.

En maintenant et en renforçant le plaidoyer collectif et les campagnes des membres, ainsi que la capacité du secrétariat à coordonner ces efforts, nous sommes **confrontés à des paysages politiques et financiers difficiles**. Avec le soutien important des membres du conseil d'administration, le secrétariat intensifiera ses efforts de collecte de fonds au cours de la période à venir. Les plans de collecte de fonds s'appuieront sur ce plan stratégique pour l'ensemble du réseau et sur les plans des différents groupes de travail, sur le système de solidarité et sur les campagnes et les efforts de communication menés par les membres, en étroite collaboration avec les comités de pilotage et les groupes consultatifs dirigés par les membres. Au cours des cinq prochaines années, le conseil d'administration évaluera s'il est judicieux de s'enregistrer dans un deuxième lieu pour des raisons de sécurité, financières et/ou politiques.

De son côté, le réseau continuera à construire des alliances avec des bailleurs de fonds de base et orientés vers la protection, qui ne financeront peut-être jamais directement le réseau en tant que collectif, mais qui sont en mesure d'apporter des ressources vitales aux mouvements, aux autochtones et aux petites ONG membres, ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme et à leurs communautés menacées. Au sein de nos propres membres, en particulier en ce qui concerne notre système de solidarité, il existe un désir et un engagement initial de cartographier les capacités financières et techniques des membres spécialisés dans différents aspects de la protection, afin de mieux coordonner le financement d'urgence rapide et le soutien en temps de crise. Enfin, le réseau DESC a bénéficié de l'engagement de quelques donateurs existants de nous permettre de constituer lentement un fonds de réserve, en nous autorisant à y verser un certain pourcentage des nouvelles subventions de soutien général, afin de mieux naviguer dans les inévitables changements de financement et de maintenir le soutien à l'action collective. À la fin de cette période de cinq ans, notre objectif est de disposer de l'équivalent de six mois de dépenses de fonctionnement dans notre fonds de réserve, ce qui nous permettra de mieux faire face aux crises externes et aux changements dans le paysage du financement.

En ce qui concerne les défis immédiats en matière de financement et, plus important encore, face à la polycrise mondiale du climat, de la dette et des soins, nous sommes convaincus que le problème principal n'est pas la pénurie. Il s'agit plutôt de la capture des entreprises sur les institutions gouvernementales et les structures sociétales au sens large, qui maintient une distribution grotesquement inégale des ressources et un système économique plus large - lié à des histoires de patriarcat, d'impérialisme et de racisme - qui place le profit au-dessus des personnes et de la planète. En développant et en affirmant ces nouvelles orientations stratégiques pour le réseau DESC en tant que collectif mondial, les membres ont redoublé leur engagement à unir leurs luttes dans une solidarité pratique et dans une action commune pour un changement transformateur.

